

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 33 Juillet-Août 2006

Pub

« Pour vous, notre énergie est inépuisable ». C'est signé Total.

Première réaction : quel culot ils ont, ces pétroliers, de nous parler d'énergie inépuisable !

Deuxième réaction : mais ils axent leur discours sur la rareté qui se profile « prendre soin des ressources rares, c'est construire un avenir énergétique », c'est donc qu'ils sentent que l'opinion est de plus en plus sensible à la question de la fin du pétrole, ... - et ça, c'est plutôt positif !

Troisième réaction, lire les petits caractères. « Total découvre de nouvelles réserves » (dormez tranquilles, braves gens, Total travaille pour vous). Réduit sa propre consommation d'énergie dans ses sites de raffinage et de pétrochimie (et conseille de faire de même pour les installations industrielles : c'est bien, ça !...). Et nous prévient que, « parce que le pétrole est précieux, il sera nécessaire de concentrer principalement son usage là où il est le plus difficile à substituer : les transports et la pétrochimie ». Les transports : nous, les particuliers à qui cette pub s'adresse, on ne peut pas essayer de réduire notre dépendance au pétrole, par exemple en prenant davantage les transports en commun (ou la bicyclette ?)...

« Nos énergies ont de l'avenir. Un avenir sans CO2 ». C'est Areva qui nous le dit.

Et qui se présente : « leader mondial de l'énergie nucléaire et acteur engagé dans le développement des énergies renouvelables » (nucléaire et énergies renouvelables, même combat !). Et qui enfourche un bon cheval de bataille : « limiter les émissions de gaz à effet de serre est une nécessité ». Sans nous dire, bien sûr, que le nucléaire n'est pas généralisable ; que le problème des déchets n'est pas résolu ; que l'uranium n'est pas illimité ; que, même si on développe considérablement les énergies renouvelables (ce qu'il faut faire, bien sûr), le mode de vie occidental n'est pas généralisable à l'ensemble de la planète. Au contraire, nous dit Areva : « le monde a de plus en plus besoin d'énergie » (sous-entendant que lui, Areva, détient la solution...)

A côté de cela, tous les constructeurs automobiles cherchent à nous faire rêver... 10 ans d'avance, climatisation, vous êtes superbe, raffinement légendaire, ordinateur de bord...

Mais **quelle force elles ont, ces puissances industrielles et financières**, à façonner insidieusement notre perception du monde, à force de séquences télé et d'images sur nos magazines, souvent avec talent et efficacité, il faut bien le reconnaître !

Sans compter que les télévisions, les journaux, sont essentiellement financés par la pub. D'où dictature de l'audimat sur les programmes télé. Rétrécissement de la diversité de la presse. Et en fin de compte affaiblissement de la démocratie.

A quatre jours du procès de deux "Casseurs de pub" du Collectif de Montpellier, le Collectif de Paris continue sur la voie de la désobéissance civique non-violente et appelle à un rassemblement de tous ceux qui refusent l'omniprésence de la publicité.

RDV LE VENDREDI 23 JUIN A 18H TRES PRECISE

A L'ANGLE DE L'AVENUE DES CHAMPS ELYSEES ET DE LA RUE DE LA BOETIE

Le Collectif réclame notamment :

- Une taille maximale d'affichage.
- Une contrainte stricte de densité.
- La suppression des panneaux énergivores (lumineux, animés...)

Comme tout pouvoir illégitime le Système Capitaliste cherche à s'assurer un minimum d'adhésion des populations au moyen d'une propagande : c'est le rôle dévolu aux médias et à la publicité qui travaillent la main dans la main formant ainsi un véritable "complexe médiatico-publicitaire".

La publicité ne se contente plus de vanter un produit, mais elle s'efforce surtout d'influer sur nos comportements et nos modes de vie. Elle s'attaque plus particulièrement aux personnes fragiles qui ne disposent pas du recul nécessaire pour lui résister, notamment les enfants et les adolescents.

La consommation, totalement déconnectée des besoins réels, devient alors une fin en soi, une façon d'exister, de faire taire ses angoisses.....

(Extrait de "Pouvoir et démocratie" - Document réalisé par ATTAC 92 dans le cadre de la contribution au Manifeste d'ATTAC France).

Bonnes nouvelles

Un mouvement de désobéissance civile se développe au sein de la société française pour **protéger les enfants d'immigrés clandestins menacés d'expulsion**. Des familles se mobilisent pour aider, héberger ou cacher des enfants sans papiers et faire en sorte que leur scolarité se poursuive normalement. « Sur l'immigration on peut tenir des propos généraux, mais quand cela concerne un enfant, cela change tout », dit une mère de famille. « On voit se mobiliser des parents d'élèves d'origines culturelle et sociale très diverses, et de tous bords ». Partout, des collectifs se forment, coordonnés par le Réseau éducation sans frontières (RESF). Le ministère de l'Intérieur s'apprête en effet à « profiter » de l'été pour procéder à des expulsions d'enfants. Et le Sénat vient d'adopter – avec quelques « assouplissements » cosmétiques, le projet de loi sur l'immigration (*voir le précédent numéro de cette Lettre*) (*Le Monde, 18-19 juin*). <http://www.educationsansfrontieres.org>

Un employeur (La Poste !) condamné pour précarisation abusive : La Poste a été condamnée, par le conseil de prud'hommes de Rennes, à verser au total plus de 30 000 € d'indemnités à quatre employés. Ils avaient effectués **une cinquantaine de CDD chacun**, sur une durée de 2 à 5 ans ! (*Le Monde, 18-19 juin*).

Mixité sociale : à Saint Maur (Val-de-Marne) **le préfet veut imposer des HLM au maire**.

Ville de 73600 habitants, Saint-Maur ne compte que 5,3 % de logements sociaux, quand la loi SRU en impose un minimum de 20%. Dans le quartier chic de La Varenne, la Ville avait d'abord prévu la reconstruction de la faculté, dans la ZAC de 6, 6 hectares ; mais l'Université de Paris –XII ayant décidé de transférer cette faculté à Créteil, la Ville a alors prévu un espace vert de 35 000 m² et aucun logement. Le préfet considère qu'il y a là « un gaspillage d'un foncier urbanisable, remarquablement situé à proximité de la gare RER de La Varenne-Chennevières ». La mairie campe sur ses positions. (*Le Monde, 14 juin*). *Bravo, monsieur le Préfet !*

Elle résiste à la délocalisation.

Née comme association de femmes sans emploi, grâce à un coup de pouce initial de la fondation Emmaüs, World Tricot, spécialisée dans l'insertion des immigrés, invente des broderies, du crochet, du tricot, et finit par convaincre de grandes maisons de couture à lui passer commande, à commencer par Christian Lacroix. Plusieurs fois, la fondatrice, Carmen Colle, s'est vu proposer de délocaliser en Chine ou en Inde une partie de sa production, pour baisser ses coûts. Elle s'y est toujours refusée, pour protéger l'emploi local. En 2005, stupeur, elle découvre en vente dans le magasin Chanel de Tokyo des modèles confectionnés à partir d'un maillage en coton de sa création, qui n'avait pas été retenu par le studio parisien de Chanel. Elle attaque donc Chanel pour contrefaçon. L'expert mandaté par le tribunal de commerce de Paris ne rendra pas ses conclusions avant décembre. Le pot de terre gagnera –t-il contre le pot de fer ? (*Le Monde, 14 juin*).

Justice et mémoire

Charles Taylor va répondre de ses crimes à La Haye devant la Cour spéciale pour la Sierra Leone (créée par l'ONU en 2002). Président du Libéria, il parrainait les « coupeurs de bras » de la Sierra Leone dans le but de « déstabiliser cet Etat pour s'emparer des richesses diamantifères du pays ». Dix années de guerre (1991-2000) ont causé la mort de 120 000 personnes. (*Le Monde, 18-19 juin*).

France

Biocarburants : Si le flex-fuel intéresse tant nos ministres, c'est qu'il carbure au Brésil, où plus de 800 000 véhicules à moteurs E85 ont été vendus en 2005 (contre 30 000 en 2003). Le Brésil fournit 36 % de l'éthanol carburant produit dans le monde, l'Europe seulement 10 %. **Le modèle brésilien n'est pourtant pas exportable en France : les surfaces cultivables sont insuffisantes pour fournir le parc automobile en éthanol.**

Couvrir les sols européens de champs de betterave, colza, tournesol et courir après la moindre biomasse à valoriser pour remplir nos réservoirs ne va pas sans poser quelques problèmes. La ruée sur l'or vert risque d'accroître la pression sur les sols et les ressources en eau. Elle peut également nuire à la biodiversité. Enfin, elle vient concurrencer d'autres enjeux environnementaux, tels que la réduction des déchets et l'agriculture raisonnée. (*Libération, 8 juin, Journal de l'environnement, 12 juin, repris par RAC-F 15 juin*). *On peut tourner le problème dans tous les sens : pas d'autre solution qu'une diminution drastique des transports routiers !...*

Les écologistes lancent un appel pour un moratoire sur les projets d'autoroute. Le mouvement, parti d'associations locales dans les Landes mobilisées contre un projet d'autoroute entre Pau et Langon, est soutenu par de grandes associations nationales (France Nature Environnement, Greenpeace, Les Amis de la Terre, le Réseau Action Climat) et vise à fédérer les nombreuses associations locales qui, un peu partout en France, s'opposent aux projets d'autoroute.

Alors même que, selon le ministère des transports, le réseau routier national est un des plus denses d'Europe, **près de 2 500 km d'autoroutes sont encore en projet.** Parmi les projets les plus contestés, on recense le tracé Pau-Langon, les grands contournements de Bordeaux et Strasbourg, le projet Gap-Sisteron, dans les Alpes, et le doublement de l'autoroute du Nord. "Cette politique est inadaptée face aux défis qu'imposent à nos sociétés les urgences environnementales et le renchérissement des ressources énergétiques. Elle sert par ailleurs les intérêts d'un développement perpétuel du libre-échange, instrument central d'un projet de société marchandisée incompatible avec ces mêmes enjeux", écrivent les associations.

Selon le ministère des transports, « aucune décision nouvelle de réalisation d'une infrastructure routière n'a été prise entre 2003 et 2006 ».

L'existence de nombreux travaux routiers en 2006 ne serait donc que l'aboutissement de projets anciens de dix voire quinze ans, inscrits dans des contrats de plan Etat-région (2000-2006). Mais à partir de 2004, le gouvernement a décidé d'accélérer leur réalisation. Et pourtant, **leur rentabilité n'est pas assurée.** On est en effet dans une phase de ralentissement de la croissance du trafic routier (+ 4,8 % par an entre 1997 et 2002, + 2,5 % en 2003, + 2,6 % en 2004, + 1,2 % en 2005).

Le ministère des transports souligne que le comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire de décembre 2003 a décidé de consacrer 75 % des moyens financiers aux projets ferroviaires. Mais **la route bénéficie d'importants subsides à travers les contrats Etat-région (2000-2006) : 5 milliards d'euros contre 2,4 pour le fer.** Rien qu'en 2006, la route bénéficiera d'une enveloppe de 850 millions d'euros contre 166 pour le ferroviaire et 20 pour les voies fluviales. (*Le Monde, 15 juin*).

Mangeons plus végétarien, mangeons plus bio. Pour réduire notre contribution à l'effet de serre, nous savons qu'il faut moins utiliser notre voiture, isoler notre maison, utiliser une machine à laver A+, éteindre les veilles, utiliser les énergies renouvelables, etc.

Tout cela est nécessaire, en effet, mais laisse de côté notre contribution la plus importante à l'effet de serre, à savoir le contenu de notre assiette.

Il y a en effet environ 2 fois et demie plus de gaz à effet de serre dans nos aliments que derrière le pot d'échappement de notre voiture !

On oublie en effet que l'effet de serre, ce n'est pas seulement le gaz carbonique, mais aussi d'autres gaz et en particulier le méthane (CH₄) et le protoxyde d'azote (N₂O), qui sont responsables de près d'1/3 des émissions de gaz à effet de serre, toutes sources confondues. Or l'agriculture est de loin la première source de ces deux gaz :

- production de méthane par la fermentation des matières organiques et, plus encore, **celle du tube digestif des ruminants (!)**,
- production de protoxyde d'azote par les émissions des sols cultivés.

Cultiver et manger bio permet-il de réduire cet impact ?

Incontestablement, puisque l'agriculture biologique consomme moins d'énergie que la conventionnelle et émet moins de protoxyde d'azote.

De plus, elle séquestre davantage de carbone dans le sol sous forme d'humus.

Mais c'est sans doute **en changeant nos habitudes alimentaires** que nous pouvons contribuer le plus facilement et le plus rapidement à diminuer notre contribution à l'effet de serre.

Le changement prioritaire étant de **réduire notre consommation de viande rouge** et plus particulièrement de veau et d'agneau : manger 1kg d'agneau ou de veau contribue autant à l'effet de serre que parcourir 200 km avec une voiture moyenne !

Consommer des produits locaux et de saison permet également de réduire les émissions dues au transport par camion et par avion, ainsi qu'au chauffage des serres. (*Claude AUBERT, Co-fondateur de Terre Vivante, Biopresse 113 abiodoc, repris par RAC-F14 juin*).

Ne soyons pas des maniaques de la propreté !

Une étude, faite par Bio Intelligence Services pour le compte de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), retrace l'impact écologique d'un pantalon, des champs de coton jusqu'à la poubelle. Le scénario est le suivant : le pantalon (un jean) est porté un jour par semaine, pendant quatre ans. Il est lavé toutes les trois utilisations, dans un lave-linge de classe C à 40 degrés (avec ce type d'appareil, de consommation moyenne, le lavage de notre jean requerra 240 kilowattheures par an). Enfin, il sera repassé. Passons sur la production, observons la phase d'utilisation : plus on lave son jean, plus on use la planète en sus dudit vêtement... Evidemment, la machine à laver consomme de l'énergie, sans compter le sèche-linge et même le fer à repasser qui font exploser les compteurs électriques. Au point que **ces opérations constituent 47 % de l'influence néfaste d'un jean sur la planète.** Donc bravo aux crades qui rechignent à laver leur jean. Le pire consiste à le faire nettoyer à sec. «Cela se fait pour les jeans de luxe», explique Nadia Boeglin, auteure de l'étude. Garnis de dentelles, pailletés, peints,

certaines jeans sont devenus des pièces chic et cher. «Une teinturerie utilise des produits toxiques, comme le perchloréthylène, et consomme beaucoup d'énergie», ajoute Nadia Boeglin qui souligne qu'en général le pressing est une «cochonnerie environnementale».

Alors, que faire ? préférer un vrai jean en coton bio ; porter son pantalon deux jours par semaine au lieu d'un seul ; le laver toutes les cinq utilisations au lieu de trois ; le laver dans une machine de classe A et à froid ; mieux (donc moins) doser la lessive ; surtout **ne jamais le repasser ni le faire sécher en machine**. Et pour finir, mieux vaut le donner, le revendre ou s'en faire un string quand on l'a usé jusqu'à la corde, que de le jeter aux ordures où il finira dans un incinérateur. On évitera ainsi les émissions de gaz à effet de serre équivalentes à celles crachées par un cyclomoteur pendant 337 kilomètres ! Ou une consommation d'énergie équivalente à 25 heures de chauffage domestique.

«Nous nous sommes concentrés sur le jean, mais chacun des produits quotidiens est un problème en tant que tel, précise Nadia Boeglin. En faisant simplement attention, on peut gagner environ 20 % d'émissions de gaz à effet de serre. C'est une question de comportement.» (10 juin 2006 *Libération*, repris par RAC-F, 13 juin).

Vers la relocalisation de la production ?

Neuf mille kilomètres ! Telle est la distance cumulée que parcourent en moyenne une dose de lait, des fruits et des matières plastiques avant d'être transformés en pot de yaourt et atterrir dans votre réfrigérateur. En trente ans, le fret maritime mondial a triplé tandis que le transport routier en France a bondi de 43 % en moins de quinze ans. La mondialisation des échanges est telle que **le commerce international représente l'équivalent du tiers de la production mondiale**.

Ces périples, extrêmement gourmands en carburant, ne sont possibles que parce que le coût du transport n'est que faiblement répercuté dans le prix final du pot de yaourt, par exemple. Le renchérissement annoncé du prix du pétrole, du fait de l'épuisement des réserves, et le réchauffement climatique lié aux émissions de CO2 vont nous obliger à remettre à plat dans les trente ou quarante prochaines années les flux mondiaux de marchandises.

Dans un scénario où le prix du baril passe de 70 à 180 dollars, comme l'envisage le Conseil général des ponts et chaussées dans un rapport sur les transports à l'horizon 2050, **la donne logistique risque d'être profondément modifiée**. Le gazole représente 20 % des coûts pour une entreprise de transport, qui dégage une marge de 4 %. On voit que si l'on touche à la variable prix du carburant, tout le modèle économique bascule. "**On ne paye pas l'énergie à son juste prix**", analyse Thierry Raes, responsable du pôle énergie et transports dans le cabinet de conseil Pricewaterhouse Coopers. C'est une logique très perverse. Les dommages collatéraux - sociaux et environnementaux - de la mondialisation ne sont que très partiellement pris en compte."

Les aberrations sont facilement décelables dans la vie de tous les jours. Les poires en provenance d'Argentine peuvent être achetées par un distributeur moins cher que celles produites dans l'Union européenne. Les fraises chinoises sont devenues ultra-compétitives, alors que pour être vendues en France elles réclament vingt fois plus d'équivalent pétrole que la fraise du Périgord. "Entre un quart et la moitié du poids d'un jean est émis en CO2 du fait de la délocalisation de la production", pointe Alain Morcheoine, directeur de l'agence pour l'environnement Ademe. Ces **aberrations** sont d'autant moins tenables que la consommation énergétique mondiale va, d'ici à 2025, augmenter de 60 % du fait notamment du rattrapage économique de la Chine et de l'Inde. Si demain les Chinois achètent autant de voitures que les Européens, leur consommation d'énergie serait de 1 milliard de tonnes équivalent pétrole par an, soit autant que les Etats-Unis, le Japon et de l'Europe aujourd'hui. [*Ceci n'aura pas lieu, tout simplement parce que c'est impossible. JPA*].

"Durant les trente dernières années, on a clairement favorisé les économies d'échelle, avec des usines de plus en plus grosses, capables de desservir des zones de plus en plus vastes. Du fait de la contrainte énergétique, le mouvement devrait être amené à s'inverser", estime Véronique Lamblin, directeur d'études au groupe Futuribles.

Huit sèche-cheveux, grille-pain ou cafetières sur dix vendus dans le monde sont produits en Chine. Ces logiques de spécialisation par zones de production sont-elles tenables alors que le coût de l'énergie va exploser ?

"Dans les vingt ou trente ans qui viennent, les logiques de proximité vont reprendre le dessus", assure Francis-Luc Perret, spécialiste de la logistique à l'Ecole polytechnique de Lausanne. Michelin, leader mondial du pneumatique, n'est-il pas déjà dans cette logique avec le procédé C3M ? L'entreprise a développé des "micro-unités de production" de la taille d'un petit camion, qui peuvent fabriquer en grande quantité des pneus partout sur la planète. Plusieurs dizaines d'unités sont actuellement testées. "L'avenir est à des organisations composées d'un bureau d'étude dans un pays et de multiples unités de production basées à proximité des zones de consommation", imagine M. Naillon. Une réorganisation nécessaire, mais pas suffisante pensent certains. **Ce sont les comportements mêmes des consommateurs**, poussés à pouvoir acheter tout, tout de suite, **qu'il va**

faillir faire évoluer. "A-t-on forcément besoin de recevoir en 24 heures, en plein mois de janvier, un maillot de bain acheté par correspondance, se demande M. Morcheoine. Aujourd'hui, on abuse du flux tendu. Le produit arrive le plus vite possible, alors qu'on pourrait faire du "juste à temps", c'est-à-dire le faire arriver à l'heure prévue."

Sans doute faudra-t-il aller plus loin en inventant des **moyens de transport plus légers, moins gourmands en carburant**, fonctionnant avec des sources d'énergies alternatives. La période actuelle est encore celle des défricheurs. Ainsi, dès 2007, naviguera le premier cargo doté d'une aile volante de 160 m2, qui remplace le moteur en rythme de croisière lorsqu'il y a du vent. Des prototypes de navires ou d'avions fonctionnant à l'énergie solaire ont déjà navigué et volé.

L'hydroptère, ce navire ultrarapide dont la coque, à grande vitesse, s'élève au-dessus de la surface de l'eau, veut battre d'ici quatre ans le record du tour du monde à la voile en travaillant en collaboration avec l'Ecole polytechnique de Lausanne. "Si on peut aller plus vite sur l'eau, le transport maritime peut être remis en selle pour un certain nombre d'applications", estime Mme Lamblin. En 2002, un ancien ingénieur du Centre national d'études spatiales a inventé l'"Aile volante épaisse aérostatique", un dirigeable destiné au transport de charges de 500 tonnes. Le système a fonctionné, mais faute de viabilité économique, il reste pour l'instant remisé dans les cartons. A l'image des fous volants précurseurs de l'aéronautique au début du XXe siècle, le transport mondial de 2050 s'inspirera-t-il de ces idées originales ?

Le commerce maritime mondial est passé de 2,5 milliards de tonnes transportées en 1970 à 6,1 milliards en 2003.

La flotte de conteneurs est passée en cinq ans de 2 600 à 3 500. Ce chiffre devrait dépasser les 4 000 en 2008.

Les émissions de CO2 des transports routiers en France se sont multipliées par 6,4 entre 1960 et 2000. (*Le Monde*, 10 juin).

Alors, la décroissance ? Dans un excellent article qu'il faudrait entièrement citer, Serge Latouche (*Politix*, 8 juin) écrit : « Tous les régimes modernes ont été productivistes. Républiques, dictatures ; gouvernements de droite ou de gauche ; libéraux, socialistes, sociaux-démocrates, centristes, radicaux, communistes, etc, tous ont posé comme objectif inquestionnable la croissance économique. Qui aujourd'hui n'est rentable qu'à condition d'en faire porter le poids sur la nature, les générations futures, la santé des consommateurs et les conditions de travail. C'est

pourquoi une rupture est nécessaire. Tout le monde ou presque en convient, mais nul n'ose sauter le pas. Ce n'est pas à portée d'une simple élection, d'une nouvelle majorité. (...) Peser dans le débat, participer à l'évolution des mentalités, telles sont à ce jour notre mission et notre ambition. Ainsi comprise, la politique ne serait plus une technique pour détenir le pouvoir, mais redeviendrait l'autogestion de la société par ses membres. Dire que la décroissance sera au centre du débat électoral de 2007 serait présomptueux, mais il est sûr qu'elle n'en sera pas absente ».

Sécheresse : les pluies du printemps n'ont pas dissipé tous les risques de sécheresse, qui demeurent élevés dans le bassin parisien, au sud de la Garonne et le long du Rhône jusque dans le Sud-est. 15 départements ont déjà pris des mesures de restrictions d'eau. (*Le Monde, 17 juin*).

Chronique du patronat : le coprésident d'EADS, **Noël Forgeard**, ses trois enfants et 5 autres dirigeants français et allemands du groupe ont réalisé en mars plusieurs millions d'euros de plus-values après avoir levé des stock-options. M. Forgeard se défend d'avoir eu « la moindre information privilégiée »... (*Le Monde, 17 juin*).

Antoine Zacharias, le président de Vinci, groupe de BTP (*au passage, n'est-ce pas choquant que des entreprises s'approprient le nom de personnages illustres, Vinci, Thalès ... ?*) percevait un salaire annuel de 4 millions d'euros (*excusez du peu ; le SMIC, c'est combien, déjà ?*) ; il avait touché une « prime de départ » de 13 millions d'euros pour avoir cédé la direction du groupe à M. Huillard, il avait obtenu une « retraite chapeau » lui garantissant 50 % de son salaire jusqu'à son décès ; il avait accumulé un patrimoine de 250 millions d'euros, notamment sous la forme de titres Vinci.... Mais il avait réclamé en outre une prime exceptionnelle de 8 millions d'euros. L'ingrat M. Huillard avait trouvé à y redire. Antoine Zacharias a convoqué le conseil d'administration pour « vider » ce dernier... mais le CA a préféré congédier le patron ! Décision « inédite », saluée par la présidente du Medef en ces termes : « formidable ! le système de gouvernance que le Medef avait préconisé a pleinement fonctionné. » (*Le Monde, 3 juin*). *Tiens, une idée de « réforme courageuse » : plafonner les salaires au niveau de rémunération du président de la République ! Chiche ?*

Selon une enquête menée en 2004 par le sociologue François Dubet, le montant au-dessus duquel les salaires mensuels sont jugés « indécents » est estimé à 6000 € par les ouvriers, et 10 000 € par les cadres et chefs d'entreprises. (*Jean Gadrey, Politis, 15 juin*).

Pour en revenir à Vinci, on apprend incidemment que, parmi les administrateurs qui ont soutenu jusqu'au bout M. Zacharias, figure M. **Alain Minc**. Qualifiés à tort d'« indépendants » par l'entreprise, M. Alain Minc et un autre administrateur étaient cependant liés financièrement à Vinci. Pour ses activités de conseil, M. Alain Minc percevait la bagatelle de 160 000 € par an (*un petit à côté toujours bon à prendre*). Faut-il rappeler que M. Alain Minc est aussi président du conseil de surveillance du Monde ? (*Le Monde, 14 juin*).

« Plus je connais les hommes, plus j'aime mon chien ». En trois semaines, au moins sept personnes ont été attaquées par des chiens dangereux. Deux d'entre elles, des enfants, sont mortes des suites de ces attaques. Moins d'un chien dangereux sur quatre serait déclaré. (*Le Monde, 20 juin*).

Montrouge

La réunion publique organisée le 8 juin par **Particip'actif** a été l'occasion d'un **premier bilan, très positif**, après un an d'existence : Particip'actif est désormais un interlocuteur reconnu sur les questions qui touchent l'urbanisme dans notre ville, et en particulier l'élaboration du Plan local d'urbanisme. Il a réalisé un sondage sur les souhaits des habitants, organisé une réunion d'information, convaincu la municipalité d'organiser des ateliers sur les différents aspects du PLU, multiplié les échanges avec d'autres associations, lancé un blog (<http://participactif.blogspot.com>). ..

Mais Particip'actif ne veut pas s'arrêter en si bon chemin, et souligne que **la concertation est beaucoup plus poussée dans d'autres communes**, alors qu'à Montrouge, on peut craindre qu'elle en serve que d'alibi démocratique.

Vous aussi, vous pouvez exprimer vos souhaits sur ce que doit devenir cette ville de Montrouge, et aider Particip'actif à peser sur les décisions. Il vous suffit d'**adhérer** : participactif@laposte.net (adresse postale : Particip'actif, 36, rue Racine ; tél : 06 17 58 47 02).

Echappée artistique à Malakoff et Montrouge : le 11 juin, on a pu voir circuler dans les rues de Montrouge et de Malakoff une bande de joyeux cyclistes, invités par les associations Particip'actif, de Montrouge, et La Vigie, de Malakoff (<http://www.u-blog.net/lavigie>), à découvrir certaines curiosités de nos villes (connaissez-vous l'architecte qui a construit la cité Buffalo, et son histoire ? savez-vous où se trouve l'un des deux becs de gaz encore en fonctionnement en France ? ...); et des ateliers où des artistes montrent leur œuvre, racontent leur démarche et leur itinéraire ; et un designer extrêmement créatif, dont les créations cherchent à vous simplifier la vie (comment, par exemple, transporter votre caddie, en revenant du marché, quand vous êtes à bicyclette ?) (voir www.stilic-force.com; contact@stilic-force.com). **Que de richesses insoupçonnées** dans nos villes !

Pour ceux qui ont raté ça, une **session de rattrapage** aura lieu **le 2 juillet, de 10 heures à 16 heures** (prévoyez votre pique-nique ; les rollers sont admis). Inscrivez-vous auprès de Franck (06 21 76 49 98) ou de Jean-Emmanuel (06 74 57 51 63). Même si vous n'habitez ni Montrouge, ni Malakoff !

Courrier des lecteurs

BG (*à propos du Brésil qui prévoit de devenir « la plus grande puissance énergétique de la planète »*) : Ne nous retrouvons-nous pas entre le marteau et l'enclume ? D'un côté le pétrole qui se raréfie (donc devient plus cher) et de l'autre la canne à sucre (pour l'exemple du Brésil) qui est, il me semble, pour 25% de la production génétiquement modifiée (il me faudrait retrouver la source). On passe en quelque sorte du "pire" au "moins pire".

JCM *revient sur l'avant-dernier numéro (n°31, de mai)...*

Tu parles souvent d'économie d'énergie dans le **bâtiment**. Connais-tu quelqu'un qui puisse donner des **conseils pratiques** ?

Je suis au dernier étage d'un petit immeuble des années 1950 qui est particulièrement **mal isolé**. L'électricité me coûte bien cher et je suis sur le point de me mettre au gaz. Mais c'est mauvais pour le CO2. J'aimerais pouvoir améliorer l'isolation sans me lancer dans des travaux compliqués et sans avoir de comptes à rendre à mon syndic. [*Quelqu'un peut-il conseiller JCM sur ce point ? Je transmettrai la réponse, merci d'avance. JPA*]

Le **CPE** une victoire : oui et non de mon point de vue. Oui, parce qu'il prouve que la jeunesse peut encore se mobiliser contre un mauvais tour qu'on lui jouait. Non parce que **l'année scolaire est foutue**, ce dont le gouvernement se fiche pas mal puisque les futures élites sont dans des établissements qui n'ont pas été touchés. A Censier (où ma femme suit des cours d'italien) c'était piquet de grève et tutti quanti. La majorité des profs étaient trop contents de ces vacances inattendues. Certains ont essayé de sauver le minimum en donnant des devoirs par Internet en se cachant de la directrice (communiste) de l'UER. A la fin on dit : "l'année n'est pas perdue", la preuve : on passe les examens (sans avoir eu les cours, mais quelle importance ?) et le seul débat est de savoir si la moyenne va être comparable ou non à celle de l'an dernier ! Ridicule et révélateur de l'état de décomposition de notre système universitaire. On dit que l'université n'a pas assez d'argent. C'est vrai. Mais faut-il donner de l'argent à un système dont le dernier souci est de remplir sa mission ?

Italie : faut pas rire d'une victoire riquiqui. C'est beaucoup mieux que l'inverse. On ne peut plus se gausser des italiens, alors que l'inverse est encore possible : notre Chi-chi court toujours !

Bus et vélo. La mairie de Paris a fait du bon boulot. Il faudrait au moins reconnaître que les couloirs de bus sont très efficaces. J'ai constaté un progrès énorme sur la vitesse des lignes 58 et 89. Pour les vélos il y a des bouts aménagés et beaucoup de progrès aussi. Malheureusement il y a encore trop de tronçons interrompus sans itinéraires cohérents. Par exemple il manquait trois fois rien pour que j'aie pu aller rue Bertrand en espace protégé. A Berlin les vélos prennent le bus, c'est tout simplement génial. Je crois que c'est, au-delà du problème d'aménagement, une question de mentalité aussi. Curieusement on voit davantage de dames que de messieurs à vélo, comme dans les bus d'ailleurs. Ce qui montre que l'auto est notamment un joujou pour les machos.

Service du 12. Quelle honte ! Cela montre à quel degré d'absurdité peut conduire un dogme poussé au bout (ici libéral, mais on a d'autres exemples: communistes, religieux, écologistes, etc ...). Bel exemple de mépris de l'usager en effet. Mais à qui profite ce crime ? J'ai du mal à croire que l'Arcep soit financée par les publicitaires ?

Tchernobyl : Le professeur Pellerin (83 ans) a avoué avoir menti il y a 20 ans (Le Monde du 2 juin). Non, le nuage ne s'est pas arrêté juste à la frontière. Ce qui n'apprendra évidemment rien à personne. Mais le véritable effet à long terme (quelle période ? une demi-génération humaine ?) est que la prochaine fois que les "autorités" auront quelque chose d'important à nous dire, on ne les croira pas. Le meilleur commentaire sur les effets de la catastrophe est le suivant : bien pire que la radioactivité : la pluie de mensonges !

La Mairie de Montrouge ne veut pas vous voir **[ATTAC] à la Maison des Associations**. C'est normal: il y a pire que de présenter des candidats aux élections, c'est de contester aussi radicalement le système ! *[mais ne serait-ce pas le devoir de la municipalité que d'encourager, de favoriser le débat démocratique ? JPA]*

Ton copain A.B. *[courrier des lecteurs]* **tape où ça fait mal** : tout n'est pas si simple, les bons exploités d'un côté, les mauvais exploités de l'autre. Le monde est trop compliqué et les discours politiques, de tout bords, sont bien fatigués. Tu devrais l'encourager à développer son point de vue. **Que faut-il faire donc ?** *[oui, A. B. : que faut-il faire ? JPA]*

... et sur le dernier numéro, de juin (32) :

Hasard des urnes *[édito]* : il me semble difficile de faire comme critique à la constitution que le résultat n'est pas écrit d'avance ! Le système à deux tours peut être manipulé, mais un autre le serait autrement. Je ne suis même pas sûr que l'arrivée du FN en seconde position ait été prévue par Chirac & Co (c'était pour lui une divine surprise ?). Enfin **il ne faut surtout pas penser que la poussée du FN est l'effet du hasard**, puisque c'est le phénomène dominant du paysage politique de ces dernières années. Il y a une certaine probabilité pour que son score soit encore plus élevé en 2007, les mêmes causes produisant les mêmes effets : il y a de plus en plus de personnes qui pensent : "tous pourris" et ce n'est pas l'affaire Clearstream qui va leur faire changer d'avis.

Le "non" à la constitution européenne, même considéré comme une victoire par une partie de la gauche cette fois, est un message très voisin. En oubliant que le FN demandait à voter "non", le message était pour beaucoup : "les technocrates veulent nous tromper et, à moi, on ne me la fait pas". Sentiment général de défiance, non envers la modernité comme le discours dominant le claironne, mais **défiance** envers les institutions, les politiques, les élites... et pourquoi pas, envers la démocratie, ce qui est très grave.

Je suis atterré de voir à quel point le débat est sclérosé. Il suffit que S. Royal parle de sécurité pour qu'on dise : elle vient jouer sur le terrain de la droite. Comme s'il y avait des sujets de droite et des sujets de gauche ! Alors qu'il devrait exister des sujets plus ou moins importants (les droits de l'homme, le foot...), avec des réponses différentes des uns et des autres (et il peut y avoir plus de deux réponses, et pas nécessairement une bien évidemment de droite et une bien évidemment de gauche).

J'espère que quelqu'un(e) élèvera le débat, sinon il faut s'attendre au pire : effectivement les civilisations sont mortelles, et le poisson commence toujours par pourrir du côté de la tête. La dégradation de l'environnement n'est peut-être pas la menace la plus urgente ! **La dégradation du climat social est alarmante.**

Tourisme première industrie : C'est pas banal ! ça dépend évidemment comment on compte. Ce me semble être une bonne nouvelle : une partie de l'humanité (évidemment pas celle qui dépense 1 \$ par jour) est suffisamment dégagée des contraintes de la vie quotidienne pour dépenser une bonne part de ses revenus à visiter la planète et ses habitants. Bien sûr c'est du pétrole qui brûle, mais au moins ce n'est pas pour l'industrie et l'armement. Il n'y a pas que du tourisme "idiot". L'idiotie est toute relative. Il ne faut pas rire du japonais qui vient photographier la Joconde et repart du Louvre illico. La prochaine fois il regardera mieux. *[Cela m'inspire un autre commentaire : le superflu - je sens que je vais me faire bénir ! - prend une part de plus en plus importante dans l'économie. La décroissance - de la consommation des ressources non renouvelables dans les pays riches - est non seulement nécessaire et inéluctable, il se pourrait qu'elle intervienne - c'est là une question d'habileté politique - sans trop de souffrances. Réduisons le travail. Evitons les trajets domicile-travail fatigants. Améliorons les services à la personne...JPA]*

Relancer l'Union : Et c'est Fabius qui le dit ! La première chose était peut-être de ne pas l'affaiblir par le "non". Il est important de faire partager au reste du monde nos critères sociaux, encore faudrait-il leur montrer d'abord qu'on pense que l'UE peut servir à autre chose qu'à alimenter des luttes intestines. *[bien sûr, je laisse à JCM la responsabilité de ce commentaire assassin...JPA]*

Un avion sur l'EPR : Encore un effet de manche des écologistes ! Si le risque principal ne vient pas de l'intérieur (cf Tchernobyl) c'est déjà beau, non ? Quelle est la probabilité pour qu'un avion tombe juste là ? zéro, sauf si c'est un attentat. Si c'est un attentat ce n'est plus un problème technique, mais politique, et tout est possible, sans limites. Evidemment la leçon est aussi : un exemple supplémentaire de nucléaire = opacité + mensonges.

Eau : Le problème de l'eau n'est pas de la consommer mais bien de la salir. Donc il faut faire payer les salisseurs. Mais il est plus facile de mesurer l'eau propre consommée que le degré de salissure de l'eau rejetée. Il serait sans doute facile de taxer les pesticides et engrais qui vont inévitablement finir dans les nappes phréatiques. L'Etat français qui a tant favorisé certaines pratiques agricoles ne va pas maintenant les mettre à mal ! Donc pour éviter de mettre à mal un groupe bien identifié on fait du tort à tous les autres, c'est à dire à personne au plan politique.

Immigration choisie : Je ne pense pas que l'immigration choisie (qui sélectionne néanmoins ceux qui sont aptes à braver un certain nombre de dangers, ou qui ont la "débrouillardise", qui est une qualité bien gauloise : cf Astérix !, laquelle ne peut donc que croître !) *[l'expression d'immigration « subie », chez notre ministre de l'Intérieur, vise à disqualifier non seulement l'immigration illégale, mais également l'immigration qui résulte de droits fondamentaux : le droit d'asile, le droit au mariage, et le regroupement familial. JPA]* ait un quelconque effet pour empêcher la fuite des cerveaux des pays pauvres. La seule solution c'est l'équilibre des niveaux de vie (ainsi l'Espagne et le Portugal qui n'ont plus d'émigrants économiques vers la France), ce qui sera un effet de la mondialisation, à long terme ... *[à très très long terme, en effet, si on se souvient qu'un milliard d'hommes vivent avec moins de 1 \$ par jour, et 3 milliards d'hommes avec moins de 2\$ par jour. Le rêve libéral, d'une uniformisation des niveaux de vie -sous-entendu pour rejoindre le niveau de vie occidental- , exprimé par exemple sur ARTE le 14 juin par Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, ne verra jamais le jour, se heurtant aux impasses écologiques- épuisement des ressources géologiques, réchauffement climatique, pollution, ...JPA]*

Errata : dans le numéro 32, page 2, une phrase a sauté dans l'article « bonnes nouvelles » : c'était pour signaler une excellente émission sur France 2, sur le pétrole, début mai. Et les pavillons de second registre sont des pavillons de complaisance légaux... Que les lecteurs veuillent bien m'en excuser.

Sur le site <http://perso.orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.